Il y a cent ans : l’armistice du 11 novembre 1918

Claude Latta

Le 10 novembre 1918 Il y a cent ans, jour pour jour, heure pour heure, dans la clairière de **Rethondes,** en pleine **forêt de Compiègne**, les deux délégations, franco-anglaise d’un côté, allemande de l’autre, attendent dans leurs trains respectifs l’ordre de la signature de l’armistice. Les deux délégations sont présidées l’une par le **maréchal Foch**, l’autre par le **ministre Mathias Erzberger**. Vers 20 h, un message du chancelier **Ebert** parvient à Erzberger qui reçoit l’ordre de signer l’armistice. On attend encore un peu parce qu’un long message du maréchal Hindenburg, chef nominal de l’armée allemande, est en cours de transfert et de déchiffrage.

Il est rare de pouvoir parler d’un événement au plus près de la date de sa commémoration cent ans après. C’est ce que nous allons essayer de faire en évoquant successivement la défaite de l’Allemagne, la négociation et la signature de l’armistice, la joie populaire qui éclate mais ne fait pas oublier la tristesse des familles en deuil et le coût humain de la guerre. Un jour de commémoration va s’installer dans les années qui suivent.

1/ 1918, une année paradoxale

La dernière année de la guerre est **une année paradoxale**, marquée par d'extraordinaires renversements de situations : en juillet 1918, les Allemands sont, après la "deuxième bataille de la Marne", à quelques 65 km de Paris. Le problème de l'évacuation de Paris par les autorités de la République commence à se poser. Quatre mois après ces heures d'angoisse, la guerre est gagnée ! Les événements se sont en effet précipités entre mars et juillet 1918 :

La paix russe

L'équilibre des forces est, au début de 1918, rompu en faveur des puissances centrales par la capitulation russe. Après la Révolution d'Octobre 1917, la Russie bolchevique avait signé un armistice avec l'Allemagne le 15 décembre. Comme le gouvernement bolchevique faisait traîner les négociations avec l'Allemagne, celle-ci rompit l'armistice et lança une brusque offensive sur Petrograd (février 1918). Le gouvernement bolchevique dut signer précipitamment la paix (**traité de Brest-Litovsk**, 3 mars 1918) : la Russie perdait la Pologne russe, la Biélorussie, l'Ukraine, la Finlande, les pays baltes. La capitulation russe entraina l'effondrement de la Roumanie qui était notre alliée et signa, elle aussi, la paix avec l'Allemagne, le 7 mai 1918. **L'Allemagne était victorieuse sur le front oriental.**

Sur le plan stratégique, Brest-Litovsk libère les forces allemandes qui combattaient à l'Est et permet à Ludendorff de ramener sur le front occidental **64 divisions** (600 000 hommes environ) et de planifier les grandes offensives de printemps destinées à emporter la dernière bataille avant l'arrivée massive des soldats américains.

L'arrivée des Américains

Malgré leur victoire à l’Est, les Allemands ont une partie difficile à jouer : le blocus allié provoque des difficultés graves : famine menaçante, rationnement ; pénurie de carburant et de matières premières. L'aide américaine fait progressivement pencher la balance en faveur des Alliés. L'arrivée des renforts américains crée chez les soldats alliés l’espoir d’une victoire : **300 000 soldats américains en Europe en mars 1918, ils doivent être un million en juillet**. Le message du Président Wilson du 8 janvier 1918, dit des « **Quatorze Points** », donne à la guerre l'allure d'une croisade pour la liberté et le **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** et dessine l'avènement d'un nouvel ordre international. L’aide économique joue aussi son rôle.

Les empires centraux : l'Allemagne (Guillaume II) et l'Autriche-Hongrie (Charles 1er) ont comme alliés la Bulgarie et l'empire ottoman (Turquie).

Les Alliés : la France (Poincaré, président de la République ; Clemenceau, président du conseil) et la Grande-Bretagne (George V, Lloyd George, premier ministre) ont comme alliés la Belgique (presque totalement envahie), L'Italie (1915), les Etats-Unis (le président Wilson, 1917), la Serbie, la Grèce, le Portugal. La Russie et la Roumanie cessent le combat en 1918.

Pour les empires centraux, l'équation stratégique est simple : ils leur faut profiter de l'effondrement du front russe pour jeter toutes leurs divisions sur le front occidental et l'emporter avant l'arrivée massive des Américains. La stratégie du général Pétain se résume dans une formule connue : « j'attends les Américains et les chars ».

L'Etat-major allemand, **tout puissant**, était dirigé par le maréchal von Hindenburg, le vainqueur de Tannenberg en 1914 et surtout par son chef d'état-major, le général Erich **Ludendorff**, premier quartier-maître général, qui est sur le terrain, le véritable stratège. Ludendorff décida donc d'utiliser sa supériorité temporaire en hommes et en matériel pour emporter la décision et enfoncer le front français avant l'arrivée des Américains. **La guerre de mouvement reprit**. Ludendorff lança successivement cinq offensives entre mars et juillet 1918 : son but était de chercher une faille dans le front français, de provoquer la rupture en frappant fort et en exploitant rapidement son succès en marchant sur Paris. L'offensive était conduite par des **groupes d'assaut** bien entraînés, armés de mitrailleuses légères, de mortiers de tranchée et de lance-flammes.

1/ **Le 21 mars 1918**, Ludendorff lance une offensive en Picardie, en direction de Saint-Quentin à la limite des secteurs tenus par les Anglais et les Français – qui n'ont pas l'unité du commandement. **La charnière cède**, une brèche est ouverte, les Anglais se replient au NO pour protéger leurs communications avec l'Angleterre, les Français se replient au SE pour protéger Paris. **Une conférence interalliée réunit, dans l'urgence, le 26 mars à Doullens les représentants des gouvernements anglais (lord Milner) et français (Clemenceau) ainsi que les principaux chefs militaires.** L'unité de commandement est créée. **Le général Foch, alors conseiller militaire du gouvernement,** insiste sur la nécessité de défendre Amiens (« je me battrai devant Amiens, je me battrai dans Amiens, je me battrai derrière Amiens ») et, par la fermeté de son attitude, s'impose presque naturellement pour être désigné comme général en chef. Clemenceau fait adopter par les Alliés le commandement unique qui est confié au général Foch qui a désormais autorité sur les généraux Pétain, Douglas Haig et Pershing.

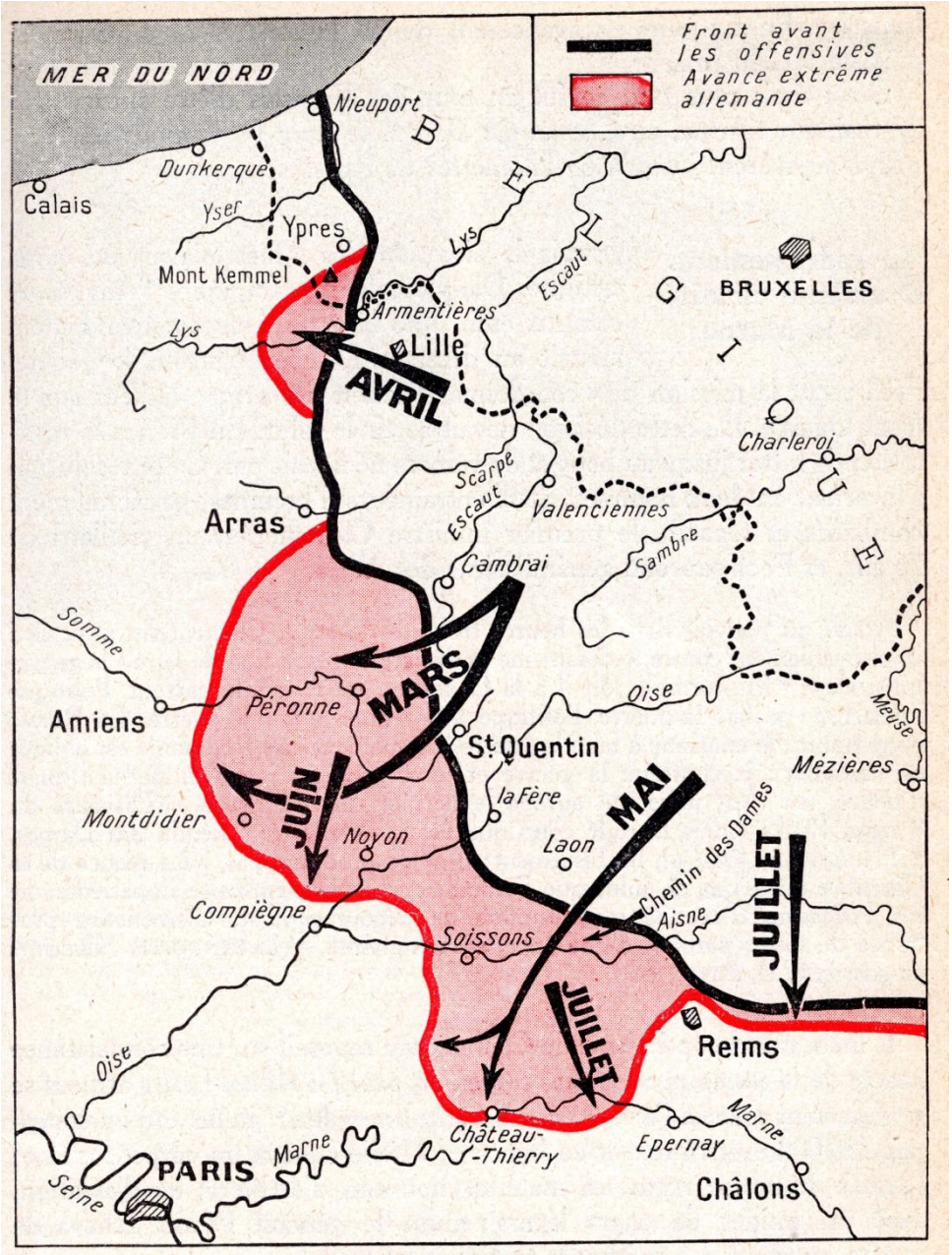
Foch fait acheminer des renforts. Les Allemands ont progressé de 60 km (ce qui ne s'était pas vu depuis 1914) mais l'attaque allemande est stoppée.

2/ Une offensive est lancée dans les Flandres visant à faire refluer les Anglais sur Dunkerque (**9-29 avril).** Après des combats furieux, elle dut s'arrêter aux monts de Flandre.

3/ Les Allemands lancèrent alors une offensive en Champagne, sur l'Aisne, au **Chemin des Dames** où avaient déjà eu lieu les combats sanglants de 1917. Le 27 mai 1918, les positions françaises sont enfoncées. Le 30 mai, la Marne est franchie à Château-Thierry. Mais Foch, là encore, réussit à stopper les assauts allemands. Les Allemands sont à 65 km de Paris ! Après 4 ans de guerre et des centaines de milliers de morts, la situation est aussi dramatique qu'en 1914, lors de la 1ère bataille de la Marne.

4/ **Juin 1918 : les Allemands reprennent, en vain, l'offensive sur Compiègne** : tout le mois de juin, on se battit avec acharnement devant Compiègne. Le général Fayolle, arrêta l'offensive allemande.

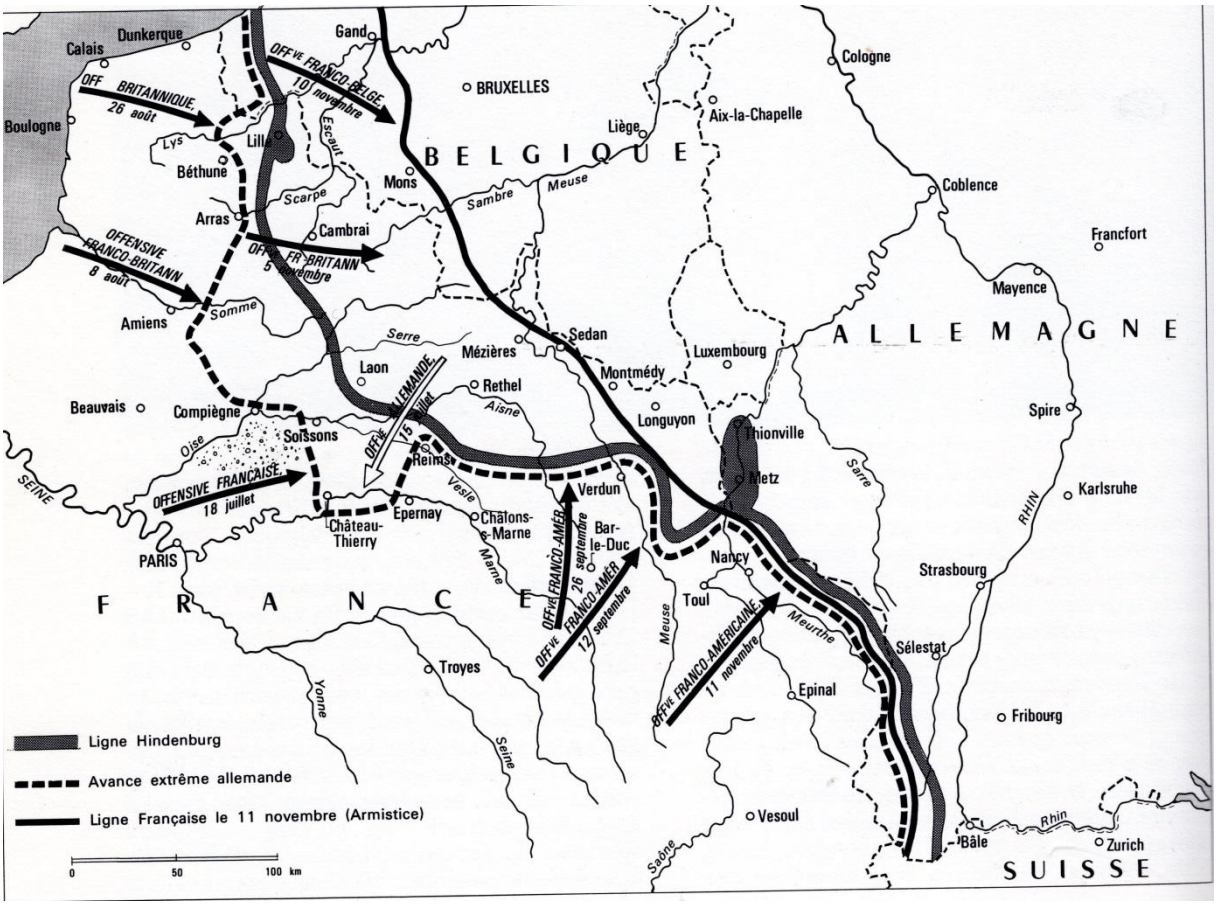
5/ Le 15 juillet, Ludendorff lance l'offensive qu'il croit être décisive (*Friedensturm,* « l'offensive pour la paix ») qui doit mener son armée à Paris. Les Allemands lancent l'offensive au Sud mais ils sont arrêtés par une défense préparée à l'avance. Pendant ce temps se déploie la contre-offensive alliée venant de l'Ouest et prenant les Allemands de flanc : les soldats français et **américains**, conduits par le **général Mangin**, appuyés par **500 chars** attaquent dans la forêt de Villers-Cotterêts.



Les offensives de Ludendorff

Ludendorff, pour éviter l'encerclement est obligé d'ordonner la retraite (**15-18 juillet 1918**). C'est le tournant de la guerre en 1918, la victoire a changé de camp. La poche de Château-Thierry est rapidement résorbée et les alliés retrouvent leurs positions.

Ludendorff comprend qu'il a perdu la guerre : les chars et les Américains sont là (27 divisions américaines viennent d'arriver). Foch a désormais l'initiative : Le 8 août 1918, les Alliés réalisent une percée importante au sein des lignes allemandes à l'est d'Amiens, contraignant l'armée allemande à se replier **sur la ligne Hindenburg**. **Le 26 septembre, Foch lance un assaut général contre les positions allemandes, sur un front de 350 kilomètres.** Le 10 octobre, la ligne Hindenburg est submergée. A l'Est, les Américains réduisent le saillant de Saint-Mihiel, au nord, la côte belge est libérée. Foch commence à préparer une offensive en Lorraine en direction de Metz et en a confié l'exécution au général Pétain.



Le front en 1918

La défaite des alliés de l'Allemagne

Au même moment la coalition conduite par les Empires centraux (Allemagne et Autriche-Hongrie) s'effondre comme un château de cartes. Le général Franchet d'Esperey placé à la tête de l'armée d'Orient prend l'offensive et oblige la **Bulgarie** à signer un armistice (29 septembre). **L'Empire ottoman** menacé à la fois par l'armée d'Orient qui se retourne contre lu et par les Anglais venant du Moyen Orient, signe à son tour un armistice (30 octobre). Les minorités nationales de l'Empire autrichien (Tchèques, Polonais, Hongrois, Yougoslaves) se soulèvent et réclament leur indépendance. Une offensive italienne met fin à la résistance autrichienne. L'Empereur Charles 1er abdique. La République est proclamée en Autriche et signe un **armistice** avec l'Italie le 3 novembre. En 36 jours tous les alliés de l'Allemagne ont cessé le combat. Privé d'alliés, n'ayant plus de troupes de réserve, l'Allemagne était hors d'état de continuer la guerre.

II/ Vers l'armistice

Les 13 et 14 août a lieu une première réunion au GQG de Spa (Belgique) qui rassemble Hindenburg, Ludendorff, Guillaume II, le chancelier Hertling, ainsi que l'empereur Charles 1er d'Autriche (depuis longtemps favorable à la paix). Ludendorff dut reconnaître que l'on ne pourrait désormais que mener une « **défense stratégique** » (en somme, retarder la défaite). Guillaume II conclut qu'il fallait « trouver le moment favorable pour se mettre d'accord avec nos ennemis ». .

Sur le front, les troupes allemandes résistaient encore avec acharnement. Mais l'armée allemande n'a **plus de réserves** malgré la mobilisation des soldats des classes 1919 et 1920 (ils ont 19 et 18 ans). Les Alliés ont fait 350 000 prisonniers entre juillet et novembre.

Les 28 et 29 septembre, lors d'une nouvelle conférence tenue à Spa, **alors que la grande offensive de Foch est en cours**, on envisagea, en cas d'armistice, d'accepter d'évacuer les territoires occupés « pour pouvoir reprendre la lutte sur la frontière allemande » si l'ennemi exigeait des conditions trop dures. On décida de faire appel au président Wilson. Ce jour-là, c'est l'enclenchement du mécanisme qui conduit à l'armistice du 11 novembre : on décide de demander à la fois des négociations de paix et un armistice [le même jour, 29 septembre : armistice en Bulgarie].

30 septembre : démission du chancelier vonHertling. Le 3 octobre : il est remplacé, **sur une base parlementaire**, par un libéral, le prince **Max de Bade** qui choisit, parmi les ministres, **Erzberger** (Centre catholique) et **Scheidemann** (SD) et qui installe rapidement un **régime parlementaire** (il faut « amadouer » Wilson). Le QG – **qui semble avoir perdu son sang-froid** - avertit Max de Bade : « le front peut être percé d'un instant à l'autre et d'un instant à l'autre une division peut manquer à son devoir ». Max de Bade est lui-même surpris des conclusions alarmistes de Ludendorff. **L'attitude de Ludendorff a posé et pose encore question aux historiens :** y a-t-il eu pendant quelques jours un effondrement psychologique du chef d'état-major ? A-t-il pris brusquement conscience de la situation après avoir mis beaucoup d'espoirs dans son plan de campagne ? N'y a-t-il pas une volonté de passer le dossier aux hommes politiques **pour exonérer l'armée de ses responsabilités** ? La volonté de signer un armistice pour garder des troupes capables de faire face au danger bolchevique ? En tout cas, la démoralisation gagne le pays et l'armée. L'agitation grandit dans les troupes allemandes et à l'arrière : ce qui permettra à l'Armée d'accréditer ensuite **le mythe du « coup de poignard dans le dos »,** d'autant que l'armistice est demandé alors que l'Allemagne n'est pas encore envahie.

Le 5 octobre 1918, une première note allemande est envoyée au président Wilson lui demandant de « prendre en main le rétablissement de la paix » sur la base du message des 14 points et demandant « la conclusion d'un armistice immédiat ». Commence alors la phase dite du « pré-armistice » (Jacques Meyer). Durant le mois d'octobre, les Allemands et le président Wilson échangent plusieurs notes qui sont transmises ensuite aux Alliés des Etats-Unis. Dans chaque camp, plusieurs points provoquent des débats très vifs (qui restent inconnus de l'opinion) :

Dans le camp allié :
- Divergences Poincaré / Clemenceau : sur l'armistice lui-même (Poincaré déclare qu'il ne « faudrait pas couper les jarrets de nos soldats »).
- Divergences Clemenceau / Foch. Foch voudrait être le seul négociateur allié, il lui est rappelé la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil ; il insiste pour l'occupation de la Rhénanie, nécessaire à une reprise éventuelle du combat. A aucun moment, Foch n'indique que, avant de signer un armistice, il faudrait lancer l'offensive de Lorraine pour que les Allemands, voyant leur territoire envahi soient bien persuadés de leur défaite.
- Inquiétudes des Français et des Anglais devant la volonté de Wilson de négocier seul avec l'Allemagne et jouer les arbitres dans le domaine européen.

Dans le camp allemand :
- Divergences entre le gouvernement et Ludendorff : le 17 octobre, Ludendorff opère un nouveau retournement d'attitude et déclare, dans une séance houleuse du cabinet de guerre, qu'il ne faudrait rien accepter qui empêche l'Allemagne de reprendre éventuellement les hostilités. Isolé, il démissionne le 26 octobre et est remplacé par le général Groener. Hindenbourg reste lui, par fidélité monarchiste, aux côtés de l'empereur.
- Divergences provoquées par l'attitude de Wilson, déclarant dans l'une de ses notes (16 octobre) que la paix passe par « la transformation profonde des institutions allemandes ». La question de l'abdication de Guillaume II est posée et divise les dirigeants allemands.

Au fur et à mesure que les discussions avancent par diplomates interposés (le colonel House), la guerre continue et la situation militaire s'aggrave pour les Allemands. **Le 27 octobre**, Max de Bade fait connaître au président Wilson que toutes ses conditions sont acceptées. En fait il ne s'agissait pas de « conditions » mais de l'acceptation de principes dont l'exécution restait à fixer par les Alliés. En fait, les garanties qui doivent mettre l'Allemagne hors d'état de reprendre le combat ont été précisées par Foch dans **une note du 8 octobre** : libération des territoires envahis et occupation de la Rhénanie. Les militaires alliés (Foch, Pershing, Douglas Haig et Pétain) se sont entretenus entre le 23 et le 25 octobre pour préciser les conditions militaires de l'armistice. Ils remettent le projet à leurs gouvernements qui débattent ensuite du texte définitif (Clemenceau, Lloyd George, le colonel House) entre le 25 octobre et le 4 novembre.

Deux questions essentielles :
Poincaré à Foch : « et si le texte est refusé ? ». **Foch** : « Alors nous continuerons la guerre » (25 octobre)
Le colonel House à Foch : « Est-il préférable de continuer la guerre [pour obtenir de meilleures conditions] ou de signer l'armistice ? » - **Foch** : « je ne fais pas la guerre pour fair e la guerre : si j'obtiens par l'armistice les conditions que nous voulons imposer à l'Allemagne, je suis satisfait […] nul n'a le droit de faire répandre une goutte de sang de plus » (*Mémoires*)
Le 4 novembre, le texte définitif est transmis à Wilson qui, le 5, notifie au gouvernement allemand que « s'il sollicite l'armistice, c'est le maréchal Foch qui aura à lui en faire connaître les conditions ».

En Allemagne, **la révolution avait éclaté** : dès le 3 novembre, les marins s'étaient mutinés à **Kiel** lorsque le QG avait ordonné aux navires de guerre de sortir de leurs ports pour un combat « pour l'honneur » contre les Anglais. A l'imitation des soviets russes en 1917, des conseils d'ouvriers et de soldats se formèrent à Kiel et dans les grandes villes ouvrières (Hambourg, Francfort, Stuttgart, Leipzig, etc) où avaient lieu d'immenses manifestations d'une population épuisée par la guerre et la famine.

Le 5 novembre, le gouvernement du chanceler Max de Bade a demandé l'armistice et a envoyé une délégation présidée par le ministre **Mathias Erzberger**, membre du gouvernement ; l'armée, en effet, a refusé de présider la délégation alors qu'un armistice est toujours négocié et signé par des militaires. La délégation arrive à Spa le 7 novembre où Erzberger rencontre brièvement Hindenburg (« Allez avec Dieu et essayez d'obtenir le plus que vous pouvez pour notre patrie »). Erzberger doit négocier avec les représentants alliés, obtenir et signer rapidement un armistice ou, si c'est impossible, accepter une capitulation. **Erzberger** est accompagné par des hommes de second rang, un diplomate, deux officiers. Le 7 novembre ; Erzberger et les membres de sa délégation passent la ligne de front, la première voiture arbore le drapeau blanc. 150 m plus loin, le jeune capitaine **Lhuillier** (25 ans) les reçoit sur la route et les dirige vers La Capelle (Aisne) où ils sont reçus par le **commandant de Bourbon-Busset**. Sous sa conduite, les voitures françaises dans lesquelles ont pris place les plénipotentiaires, traversent la zone dévastée du Nord de la France pour se rendre au lieu de rencontre jusque-là tenu secret, la clairière de Rethondes, située dans la forêt de Compiègne.Deux trains ont été acheminés sur des « épis de tir » destinés à l'artillerie lourde, un pour chaque délégation.
Le 8 novembre, les plénipotentiaires allemands sont reçus par le maréchal Foch. Les Allemands lui demandent quelles sont ses propositions. « Je ne suis autorisé à vous les faire connaître que si vous demandez un armistice. Demandez-vous un armistice ? » répond le maréchal. Les Allemands se concertent avant de répondre par l'affirmative. Un texte est alors distribué aux parlementaires allemands, avec un délai de trois jours pour réfléchir.

Pendant ce temps, en effet, la situation politique avait évolué en Allemagne. La question dynastique était posée : dès le 23 octobre, le prince Max de Bade avait compris que les Alliés poussaient à l'abdication de Guillaume II : le président Wilson souhaitait que la démocratie s'installe dans toute l'Europe. Le 31 octobre, Max de Bade évoqua l'éventualité de cette abdication devant le cabiner de guerre. Guillaume II quitta Berlin pour le QG de Spa, comme pour se réfugier au sein de son armée. Le général Groener, successeur de Ludendorff à la tête de l'armée, lui conseilla, **en vain,** d'aller sur le front et de se placer, au risque de se faire tuer, à la tête de ses troupes : la dynastie serait peut-être ainsi sauvée. Comment lui faire comprendre qu'il devait abdiquer ? Dans la nuit du 8 au 9 novembre, une cinquantaine de généraux, réunis par Groener, déclarèrent à l'empereur, après avoir délibéré et même voté, que la guerre était perdue et qu'il n'avait plus la confiance de ses sujets. Guillaume II abdique alors comme empereur d'Allemagne – mais non comme roi de Prusse – et, sur le conseil d'Hindenburg, se réfugia aux Pays-Bas (qui étaient restés neutres pendant la guerre).

Dans Berlin en Révolution, le pouvoir est vacant. Le prince Max de Bade a démissionné. Afin d'éviter une prise de pouvoir par les **spartakistes** (l'aile gauche du parti social-démocrate, les bolcheviks allemands), les socialistes modérés proclament la République et forment un gouvernement présidé par l'un d'entre eux, **Friedrich Ebert**. A Rethondes, durant les trois jours que leur avaient laissés les Alliés, les Allemands n'ont pas vraiment pu négocier. Ils attendent avec angoisse les nouvelles d'Allemagne. Erzberger est parti comme délégué mandaté par le gouvernement du prince Max de Bade. Le 10 novembre, le nouveau chef du Gouvernement allemand, Ebert confirme le mandat d'Erzberger et lui donne l'ordre de signer l'armistice.

III/ L'armistice

La signature de l'armistice

A Rethondes, le 10 novembre au soir, pendant que les Allemands attendent puis reçoivent les ordres de Berlin, Foch s'impatiente : le délai donné aux Allemands expire le lendemain. Il fait demander si la délégation allemande est prête. Elle est prête, le message d'Hindenbourg n'a rien apporté de nouveau. A 2 h du matin, nous sommes donc le 11 novembre, elle pénètre dans le wagon restaurant du maréchal Foch : le « wagon de Rethondes ».

D'un côté, le **maréchal Foch**, assisté de son chef d'état-major le général **Weygand** ; pour les Anglais, l**'amiral Wemyss** et le **contre-amiral Hope.** De l'autre côté, le ministre d'Etat **Mathias Erzberger**, le comte **vonOberndorff,** le général **vonWinterfeld**, le capitaine **Vanselow.** On relit une à une les clauses de l'armistice, les Allemands essayant chaque fois d'obtenir quelques concessions. Ils protestent surtout contre le maintien du Blocus et rappellent la menace bolchevique et la nécessité de ne pas complétement désarmer l'armée allemande si elle devait faire face à la Révolution.

Après 3 h d'une ultime lecture et mise au point du texte, l'armistice est signé le 11 novembre, entre 5 h 12 et 5 h 20 du matin, et sera appliqué sur le Front à 11 heures du matin. Il est valable **pour une durée de 36 jours**, renouvelable : il le sera trois fois. Il prend effet à 11 h. A cette heure, les clairons sonnent la sonnerie réglementaire du cessez-le-feu. Les cloches sonnent dans tous les villages de France. Elles sonnent aussi à Champagnac.

Les clauses de l'armistice

- Les Allemands doivent évacuer dans un délai de 15 jours les territoires occupés en Belgique, au Luxembourg, en France et en Alsace-Lorraine ; dans un délai d'un mois tous les territoires situés sur la rive gauche du Rhin que les Alliés occuperont avec des têtes de pont autour de Mayence, Coblence et Cologne.
- Les Allemands doivent livrer un énorme matériel : 5000 canons, 25000 mitrailleuses, 1700 avions, 5000 locomotives, 150 000 wagons, tous les sous-marins, la majeure partie de la flotte de guerre.
- L'armée allemande évacuera tous les territoires occupés en Russie et Roumanie, ainsi que ses troupes qui étaient en Autriche-Hongrie.
- Le Blocus était maintenu : ce fut la clause la plus dure à admettre par les Allemands.
- Les prisonniers alliés étaient immédiatement libérés

L'Allemagne était réduite à la merci des Alliés. L'armistice équivalait à une capitulation.

« La guerre est finie »

La nouvelle de la signature de l'armistice a provoqué une sorte d'onde de choc (Antoine Prost) entre joie collective et tristesse recueillie lorsqu'on pensait à tous les jeunes hommes fauchés par la guerre :

- A Paris et dans les grandes villes, la foule déferle dans les rues, on chante *La Marseillaise* et *La Madelon*. **Paris est en fièvre,** les jeunes ouvrières aux corsages garnis de cocardes déferlent sur les grands boulevards, les magasins ferment, des écoliers défilent. Les maisons

se fleurissent de drapeaux, les soldats sont ovationnés. Cet enthousiasme populaire a frappé les contemporains et les journalistes qui l'ont vécu et raconté. Il y eut **aussi** les pleurs et la tristesse des familles qui étaient en deuil, souvent les sentiments de joie et de tristesse mêlés : Clemenceau, qui vit le 11 novembre une heure de joie profonde, a perdu un de ses gendres peu de temps avant l'armistice et a pleuré avec sa fille Marguerite venue le retrouver au ministère de la Guerre le matin même. Elle lui a dit : « aujourd'hui, c'est un jour de joie ».

Dans les campagnes, les manifestations d'enthousiasme sont sans doute plus mesurées. Les cloches sonnent à toute volée à 11 heures du matin. On va à la mairie prendre des nouvelles.

Ce passage de la guerre à la paix n'a pas été vécu de la même façon au front et à l'arrière. Au front, les reportages sont rares, les témoignages aussi. Les correspondances ouvertes par le contrôle postal (la censure) font apparaître une joie grave, mêlée d'une sorte d'incrédulité. On a peine à croire que c'est fini. L'incrédulité : « alors, c'est vrai ? » (témoignage des membres de la délégation française qui accueille les plénipotentiaires allemands à La Capelle).
L'armistice, au front, n'est pas marqué par la clameur qui remplit les villes mais, selon tous les témoignages, par le **silence**. Les armes se sont tues et on entend dans les villages au loin carillonner les cloches. **Une sorte de stupeur, de gravité**. On fait la fête : on boit un coup. Parfois, on renvoie dans les tranchées d'en face les Allemands qui voudraient fraterniser.

Au Palais-Bourbon

Le 11 novembre, c'est le jour de Clemenceau. Tôt averti, à 6 h du matin, par le général Mordacq, il a gagné le ministère de la Guerre où Foch le rejoint pour lui apporter le texte de l'armistice (Foch va ensuite à l'Elysée). A 11 h du matin, le canon tonne et les cloches carillonnent, annonçant ainsi l'armistice dont la rumeur s'était répandue (il y avait eu le 7 novembre déjà la même rumeur). Un bref conseil des ministres a lieu à l'Elysée. Il est 4 h de l'après-midi le 11 novembre, au Palais-Bourbon lorsque le président de l'assemblée Paul Deschanel, donne la parole à Georges Clemenceau, président du conseil, ministre de la guerre. Le président du Conseil se lève, et d'un pas lent, gagne la tribune. Mais à peine s'est-il levé qu'une acclamation immense retentit dans la salle des séances. Tous sont debout : députés, journalistes, spectateurs. Tous font une ovation formidable au chef du gouvernement. Clemenceau, à la tribune, courbe les épaules comme sous le poids de ces acclamations. Son émotion est visible, profonde. **Il est le seul survivant des 107 députés qui, en 1871, ont voté contre les Préliminaires de paix et le traité de Francfort** qui cédait l'Alsace et la Lorraine à l'Empire allemand. Il fait un geste pour indiquer qu'il va parler :

« Messieurs, il n'y a qu'une manière de reconnaître de tels hommages venant des assemblées du peuple, si exagérés qu'ils puissent être, c'est de nous faire tous, les uns et les autres, à cette heure, la promesse de toujours **travailler de toutes les forces de notre cœur au bien public**. (*Vifs applaudissements*.) Je vais vous donner lecture du texte officiel de l'armistice qui a été signé ce matin à cinq heures par M. le maréchal Foch, l'amiral Wemyss et les plénipotentiaires de l'Allemagne. Ce document est ainsi conçu » : Clemenceau lit le texte de l'armistice, lecture hachée de longs applaudissements. Il reprend :

« Messieurs, je cherche vainement ce qu'en une pareille heure, après cette lecture devant la Chambre des représentants français, je pourrais ajouter. […] **Pour moi, la convention d'armistice lue, il me semble qu'à cette heure, en cette heure terrible, grande et magnifique, mon devoir est accompli. Un mot seulement. Au nom du peuple français, au nom du Gouvernement de la République française, j'envoie le salut de la France une et indivisible à l'Alsace et la Lorraine retrouvées. (**Vives et unanimes acclamations. Tous les députés se lèvent et applaudissent longuement.)

Clemenceau lève les bras :

« Et puis, **honneur à nos grands morts, qui nous ont fait cette victoire**. (Nouvelles acclamations unanimes. Tous les députés se lèvent.) Par eux, nous pouvons dire qu'avant tout armistice, la France a été libérée **par la puissance des armes**. (Applaudissements unanimes et répétés.). Quant aux vivants, vers qui, dès ce jour, nous tendons la main et que nous accueillerons, quand ils passeront sur nos boulevards, en route vers l'Arc de Triomphe, qu'ils soient salués d'avance ! Nous les attendons pour la grande œuvre de **reconstruction sociale**. (Vifs applaudissements.) Grâce à eux, la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal ! » (*Applaudissements enthousiastes. MM. Les députés se lèvent et acclament longuement M. le président du conseil*.)

Au discours de Clemenceau succède celui de Paul Deschanel, président de l'Assemblée. Albert Thomas, député de la Seine, ancien ministre de l'Armement, demande ensuite que « les députés d'Alsace-Lorraine qui sont présents dans cette salle **aient les honneurs de la séance**. (*vifs applaudissements*.) Les députés se lèvent et acclament **l'abbé Emile Wetterlé et Georges Weil,** députés d'Alsace-Lorraine, qui se trouvent dans une tribune. Les deux Alsaciens étaient **députés au Reichstag** mais avaient gagné la France en 1914. Georges Weill, socialiste (il était assis en face de Jaurès au café du Croissant le 31 juillet 1914 quand Jaurès a été assassiné) et venait de faire la guerre dans l'armée française comme capitaine. Ils sont longuement acclamés. Ils reviendront au Palais-Bourbon comme députés français élus en 1919.

Les députés et les spectateurs se lèvent pour chanter *La Marseillaise*. Scène très rare au Palais-Bourbon. *La Marseillaise* ne sera à nouveau chantée qu'en janvier 2015 après le discours de Manuel Valls qui suivit l'attentat de *Charlie Hebdo.* L'Assemblée vote aussi une loi qui proclame : *« Les armées et leurs chefs, le gouvernement de la République, le citoyen Clemenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre, le Maréchal Foch, généralissime des armées alliées, ont bien mérité de la Patrie. »*. La guerre est finie.

Clemenceau à la tribune le 11 novembre 1918

V/ Le bilan démographique

Clemenceau dit le 11 novembre : « **Honneur à nos grands morts** ! » Juste hommage. Le bilan est terrible. La Victoire, certes, masque sur le moment l'ampleur de la catastrophe démographique. Les Français, le 11 novembre, considèrent le prix qu'ils ont payé pour la Victoire, dans une guerre qu'ils ont le sentiment profond de ne pas avoir voulu.

Au total, 7,9 M de soldats ont été mobilisés pendant la guerre. En août 1914, le corps de bataille était de 3,6 M d'hommes. Parfois, les représentants de deux générations ont été mobilisés en même temps puisque les hommes pouvaient être mobilisés entre 19 et 45 ans. La guerre a fait entre 10 à 13 M. de morts.

Les armées françaises comptent officiellement 1 393 000 morts (**18 % des effectifs).** 66 000 indigènes venus des colonies ont été tués. Une véritable mutilation pour la Nation toute entière. « Tout le monde était en noir »

4 millions de blessés. Sur ces 4 M de blessés, 1 M d'invalides dont 125 000 mutilés. 15 000 « gueules cassées ». Il y a 630 000 veuves de guerre, chargées de 980 000 orphelins (les *pupilles de la Nation*)

La population civile a connu aussi une surmortalité : délabrement physique dû aux difficultés de ravitaillement (en particulier dans le Nord de la France), tuberculose, épidémies (200 000 victimes de la « grippe espagnole » en octobre-novembre 2018).

Une véritable saignée a été faite dans la jeunesse du pays : par exemple, 28 % des soldats de la classe 1914 ont été tués. En France, la disparition prématurée de centaines de milliers de jeunes hommes provoqua un cataclysme démographique : déséquilibre entre les sexes, vieillissement de la population, notamment des actifs sur qui reposa la reconstruction

Le déficit des naissances durant les années de guerre. Pendant la guerre, par suite de la séparation des couples, le nombre des naissances est presque divisé par deux (on passe de **800 000 naissances avant-guerre à 450.000 pendant la guerre). Les « classes creuses » ont été amputées de 1,4 M de « naissances qui n'ont pas eu lieu ».**

A Champagnac32 soldats sont « morts pour la France » en 1914-1918 : 60 % ont été « tués à l'ennemi » ou ont été « portés disparus ». 40 % meurent de leurs blessures ou de maladies, dans une « ambulance » proche du front ou dans un hôpital militaire (la France est couverte d'hôpitaux). Champagnac a alors 813 habitants. Entre 1914 et 1918, 160 soldats ont été mobilisés. En 1933, il y a 80 anciens combattants adhérents à la section des Anciens combattants.

Ces soldats champagnacois morts pour la France étaient sont des hommes jeunes, **ils ont 28 ans en moyenne**, depuis Henri Jarrige qui meurt à 19 ans jusqu'à François Tautou mort à 41 ans. 58 % des soldats de Champagnac ont entre 19 et 25 ans. Ils ont été tués sur tous les champs de bataille et pendant toute la durée de la guerre : Léon Terracol Germain Forgès, JoannèsCombret, Jean-Baptiste Champseix sont les premiers morts de la guerre en 1914 : le maire de Champagnac, Marcellin Freyssac, de Lallé, va avertir les familles. Pas pour Jean-Baptiste Champseix : c'est son gendre. Certaines familles sont durement frappées : les trois frères Combret, de Miginiac meurent en 1914, 1915 et 1918, les deux frères Jean et Antoine Vedrenne en 1914 et 1915, un de leurs cousins, François Vedrenne, aussi en 1915. Les deux frères Serre, Jean Germain et Jean Joseph, meurent à quelques mois d'intervalle en 1917. La mort frappe les soldats de Champagnac dans les grandes batailles : Léon Terracol est tué le 8 septembre 1914, pendant la bataille de la Marne, Pierre Buche, de Nussannes et Jean-Léonard Ponty, du Moulin, sont tués **à Verdun**. La guerre continue même à frapper après le 11 novembre. Louis Joseph Monteil meurt de la grippe espagnole, contractée à la fin de la

guerre, à Sofia, en Bulgarie, le 18 novembre 1918. A Champagnac, on recense, après-guerre, 22 pupilles de la nation. En 1906, il y a à Champagnac 813 h, ils sont 594 en 1921.

V/ Le 11 novembre et la mémoire nationale

La cérémonie de commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918 s'est imposée progressivement comme un temps fort de la vie publique française puis comme le jour d'hommage à tous les morts pour la France. .

Après la guerre, la cérémonie la plus grandiose avait d'abord été le défilé de la Victoire le 14 juillet 1919. Le premier 11 novembre avait été marqué, lui, de façon discrète par une simple cérémonie aux Invalides. Mais, **à la demande des anciens combattants**, il fit l'objet d'une cérémonie officielle dès 1920 : l'État français rendit en ce jour les honneurs militaires au soldat inconnu. La dépouille de ce soldat inconnu, fut choisie à Verdun par un jeune soldat de 21 ans, pupille de la Nation et lui-même engagé volontaire, pour représenter tous les soldats français morts pour la patrie et fut inhumée ensuite sous l'arc de triomphe de l'Étoile, à Paris. Le même jour **le cœur de Gambetta** avait été porté au Panthéon. Gambetta avait été le chef du gouvernement de la Défense nationale en 1870-1871, le défenseur de la « patrie en danger ». La même année 1920, les anciens combattants de 1870, les « pères des vainqueurs », furent spécialement honorés par la Nation à l'occasion du cinquantenaire de la guerre franco-prussienne en même temps que les Poilus. Dans la célébration de la victoire de 1918, on fait toujours le lien avec la résistance vaincue de 1870-1871. La Victoire de 1918 efface la défaite de 1871.

Le 24 octobre 1922, le président Alexandre Millerand promulgue la loi faisant du 11-Novembre le jour de « *la commémoration de la victoire et de la paix* ». Il devient férié. **L'historien Antoine Prost** souligne que pour les anciens combattants, il s'agit moins de commémorer la victoire que de rendre hommage aux morts et de célébrer la valeur de la paix.

Le journaliste Gabriel Boissy avait lancé l'idée d'une "flamme du souvenir" sur la tombe du soldat inconnu. La flamme est allumée pour la première fois sous l'Arc de triomphe le 11 novembre 1923 par le ministre de la guerre, **André Maginot, ancien combattant, mutilé de guerre**. Depuis, elle est ravivée **tous les jours** à 18 h 30 par le comité de la flamme.

Nouveau culte national rendu aux morts, une cérémonie est organisée le 11 novembre devant la tombe du soldat inconnu, marquée notamment par une prise d'armes, le dépôt de gerbes de fleurs et la sonnerie « aux morts ». Ce rituel se répète dans tous les cimetières et mémoriaux militaires de la Grande Guerre, ainsi qu'au pied des monuments aux morts communaux. A Champagnac le monument aux morts a été inauguré en 1929. Il est le jour des anciens combattants qui, à Champagnac, se réunissent pour leur banquet annuel autour du Docteur Farnière, maire de Champagnac et lui-même ancien combattant, prisonnier, deux fois évadé. Le dernier ancien combattant, Pierre Tautou est mort en 1988, âgé de 93 ans. Il avait fait 3 ans de guerre dont une dans l'armée d'Orient.

Avec la loi du 28 février 2012, le 11 novembre, jour anniversaire de l'armistice de 1918 et de "commémoration **de la victoire et de la paix**", devient **aussi** un jour d'hommage à l'ensemble de ceux qui sont "morts pour la France".

Le 11 novembre est devenu ainsi un repère mémoriel pour toute la Nation. Les résistants l'avaient bien compris : le 11 novembre 1940, des centaines d'étudiants et de lycéens se rendent au tombeau du soldat inconnu pour commémorer le 11 novembre (la cérémonie avait été interdite) et marquer leur hostilité à l'occupant. Plus de 200 d'entre eux sont arrêtés et emprisonnés. Dans le même esprit, le 11 novembre 1943, 250 maquisards, en uniforme et en armes, défilent dans les rues d'Oyonnax (Ain) – isolée pour l'occasion par la Résistance - sous

les ordres du capitaine Romans-Petit, jusqu'au monument aux morts. Ils déposent une gerbe portant l'inscription « *Les vainqueurs de demain à ceux de 14-18 »***.**

Pour conclure

Le grand écrivain Maurice Genevoix (*Ceux de 14*) va entrer au Panthéon : il y représentera tous les Poilus de la Grande Guerre. Il raconte que l'un de ses copains lui avait dit, après l'armistice : « dans dix ans nous serons oubliés ». Non, les poilus ne sont pas oubliés. Le 11 novembre célèbre, certes, la victoire de 1918 (et si la France avait été vaincue, son sort aurait été sans doute comparable à celui qu'elle a connu en 1940). Mais le 11 novembre célèbre aussi la paix qui est le bien le plus précieux et, comme le montre parfois le monde autour de nous, un bien fragile. Ces poilus avaient connu l'enfer, celui des tranchées, celui de la mort des camarades, de la mort qu'on apprend à donner, celui de la mort partout présente. Ce fut le temps de l'angoisse, à l'avant, l'angoisse avant l'assaut, à l'arrière celui des femmes et des mères.

Encore Maurice Genevoix : « Ce que nous avons fait, c'est plus qu'on ne pouvait demander à des hommes, et nous l'avons fait ».

Conférence faite à Champagnac-la-Noaille

le 10 novembre 2018.